

Mai 1968

La grève à Renault Billancourt

Le récit de la grève par notre camarade Michel (ouvrier à Billancourt de 1953 à la fermeture de l'usine en 1992) dans Convergences Révolutionnaires (n°119 mai 2018)



En 1968, l'usine de Renault-Billancourt comptait 35 000 ouvriers. Elle s'étendait sur 75 hectares. Un beau jardin ! Le centre de l'usine était l'Île Seguin, une île de 11 hectares et d'un kilomètre de long au milieu de la Seine. C'était là mon lieu de travail.

Déjà avant la grève, il y avait une ambiance particulière, comme partout d'ailleurs. Parce que nous, en équipe du soir, on entendait quelquefois le bruit des grenades. Je pense que c'est la Seine qui amenait ça. Et parmi les gars, le climat montait : ils suivaient l'actualité de loin, mais ils disaient merde, qu'est-ce qu'on attend, parce que depuis que les étudiants se bagarrent, nous il n'y a pas de raison de ne rien faire.

Puis il y avait eu cette fameuse grève du 13 mai, une grève générale qui avait bien marché. C'est les syndicats qui l'avaient lancée. Nous on l'a faite avec tout le monde. Rien n'était prévu après.

Le 14 mai les ouvriers de Sud-aviation, à Nantes, s'étaient mis en grève. On en avait peu parlé à l'usine, mais quand le lendemain on a su que Renault-Cléon aussi se mettait en grève, ça intéressait plus, car c'étaient des frères de lutte. Et, le 16 mai, le bruit courait qu'il s'était passé quelque chose à la place Nationale, l'une des grandes entrées de l'usine. C'étaient des jeunes de la Fédération des étudiants révolutionnaires, organisation de jeunes d'un des groupes trotskystes¹, qui était venue, sur la coupure du midi. Du bout de l'île où l'on travaillait, la traverser de bout en bout puis prendre le pont, ça faisait loin, 1 800 mètres. Alors, on a fait une réunion dans ce qu'on appelait « l'allée wagonnière » – autrefois, il y avait un train qui amenait les pièces là. Et c'est là, un peu en dehors de l'atelier, qu'on avait l'habitude de se réunir quand on avait des trucs à se dire. On s'est réuni et on s'est dit : qu'est-ce qu'on fait ?

Il y avait quand même une tendance à la grève. On n'était pas nombreux, mais avec, parmi nous, pas mal de jeunes. Alors, il y a un délégué CGT qui vient. On lui dit : toi, qu'est-ce que tu sais ? Parce qu'on n'avait pas de téléphone, ni mobile bien sûr, ni fixe ; dans les ateliers, téléphoner nous était impossible. Pour savoir ce qui se passait, on a demandé au délégué « va voir au syndicat ». Il nous a dit « je n'ai pas de vélo ». Enfin les mecs en ont eu marre, et on est tous partis pour remonter l'île. C'était en fin d'après-midi. Il y avait tellement d'ambiance,

qu'à nous voir débouler en groupe, nombreux, 100 à 150 ouvriers, ceux qui travaillaient en « normale » (l'équipe de jour à cheval sur le matin et l'après-midi) ont pris peur et sont partis. Il faut dire qu'il y avait beaucoup d'immigrés qui n'étaient là que depuis peu de temps et craignaient d'avoir des ennuis.

Et c'est parti comme ça, sans aucun appel à la grève.

Alors on remonte l'île, on franchit le pont qui va vers le Bas-Meudon, de l'autre côté de la Seine. Et, là, les gars se sont débrouillés.

Personne ne leur a rien dit. Dans leur tête, il y avait l'idée de tenir le siège ici. Ils sont allés chercher des containers, des grosses caisses en ferraille, où il y avait des petites pièces dedans, c'est vachement lourd, et puis les petites pièces étaient faciles à utiliser, si besoin. Ils ont aligné ça avec un car à fourche. Il y avait un copain qu'on appelait le pompier parce qu'il avait été pompier : il a commencé à former les gars à tenir les lances à incendie, parce que tu ne tiens pas ça comme un jet d'eau, il y a une pression terrible. Enfin on s'est



organisé comme ça. On est allé voir les gardiens. Ils ont compris tout de suite et sont partis. Nous nous sommes installés pour passer la nuit, en allant chercher des mousses et tout ça, et la nuit s'est bien passée. Sauf qu'au petit matin, il y en a qui sont venus nous « aider » (entre guillemets), nous chapeauter, plutôt. C'était des membres du PC et de la CGT, qui étaient accourus parce qu'ils savaient qui était là. Et ils venaient pour nous calmer un peu ou tout au moins pour jouer l'inertie.

Dehors il y avait un foyer en construction pour personnes du 3^e âge et, sur la grue, un drapeau tricolore. Les mecs ont vu ça et les plus alertes ont grimpé chercher ce drapeau. Ils l'ont déchiré pour garder le rouge qu'ils ont mis en drapeau sur la porte de l'usine. Au grand dam des pontes syndicaux et des responsables politiques du PC, qui ne nous reprochaient pas tant le drapeau rouge en soi que le fait d'avoir déchiré le drapeau national.

Le 16 mai, le mouvement était aussi parti d'autres secteurs de l'usine, bien que la CGT ait eu un langage temporisateur, expliquant qu'il fallait patienter, que le comité exécutif devait se réunir l'après-midi, qu'il allait décider de la suite à donner... C'était entre autres des jeunes du milieu des secteurs de professionnels autour de la Place nationale. Tout de suite, les jeunes qui en voulaient le plus se sont spontanément postés aux différentes portes de l'usine. C'est ainsi que nous en avons vu un bon nombre arriver à la porte du Bas-Meudon. Mais, après un court flottement, la CGT a repris les choses en main. Elle a mis le holà en disant qu'il ne fallait pas d'éléments extérieurs, qu'il fallait que ce soit une « grève responsable ». Un cortège étudiant assez nombreux qui était venu pour rencontrer les ouvriers de Billancourt s'est retrouvé devant les grandes portes du quai Stalingrad, grilles fermées, et des militants CGT s'étaient mis sur le devant. On ne peut pas dire qu'il y ait eu fraternisation vraiment sympathique !

Les responsables CGT s'étaient dit : on ne peut pas laisser ça. Et la CGT a appelé à un grand rassemblement, dans l'après-midi du 17 mai, sur l'esplanade, un grand hall dans l'île Seguin, proche de la porte du Bas-Meudon. Il était très vaste car c'est là que les trains qui amenaient les pièces manœuvraient, et c'est là que se sont tenus toutes les AG. Les gars sont venus à l'assemblée. Beaucoup étaient au boulot encore ce jour-là vu que, s'il y avait des secteurs comme le nôtre où il y avait quelques militants, il y en avait d'autres qui n'ont pas participé en masse. La CGT a fait voter la grève. Les gars ont levé la main, mais la plupart sont repartis chez eux. Les syndicats ne les incitaient pas à faire autre chose : qu'ils rentrent chez eux et qu'ils viennent aux nouvelles pour les AG. Et ça s'est passé toujours comme ça. Il y avait presque tous les jours un meeting de toute l'usine le matin, toujours nombreux. Les gars venaient voir, étaient contents que ça se passe bien, tout le monde levait la main, parce qu'il y avait quand même une sacrée ambiance. Mais on ne leur proposait rien et ils rentraient chez eux.

Nous, une poignée de militants d'extrême gauche, avons essayé d'organiser un peu les gars.

Le PC et la CGT, eux, ont organisé surtout une espèce de service d'ordre. À la centrale, où était mon atelier et où étaient tous les équipements centraux de l'usine (centrale électrique, vapeur, etc.), il n'y avait jamais personne. Mais le syndicat y avait mis quelques mecs pour monter la garde, par crainte des gars qui voudraient tout casser. Au point que j'ai eu de la peine à y retourner pour prendre mes affaires. Ils faisaient vraiment du zèle ! Et puis, il y avait un truc : c'était la sortie du tout nouveau modèle de Renault, la R6. Elle n'était pas encore présentée au public, mais il y en avait déjà un petit stock au Bas-Meudon, recouvert par des toiles. Là aussi, la CGT s'est empressée de mettre une garde pour pas qu'on aille dévoiler les secrets commerciaux de l'entreprise.

Dans notre coin, nos tentatives d'organiser les gars avaient peu de poids en comparaison de celui de la CGT qui chapeautait. Ce qu'elle avait appelé « comité de grève » n'était qu'un comité intersyndical, CGT, FO et CFDT. La CGT pouvait dire : il y a les trois syndicats, vous voyez c'est démocratique. Mais les ouvriers du rang n'avaient pas leur mot à y dire.

La cantine de l'usine était, à l'époque, gérée par les syndicats, en l'occurrence la CGT. Un sacré pactole financier pour le syndicat et un grand nombre de permanents. Elle a fonctionné pendant la grève, où l'on pouvait manger pas cher. Et ils ont organisé quelques spectacles.



Mais l'attitude de la CGT vis-à-vis des étudiants n'avait pas plu à tout le monde.

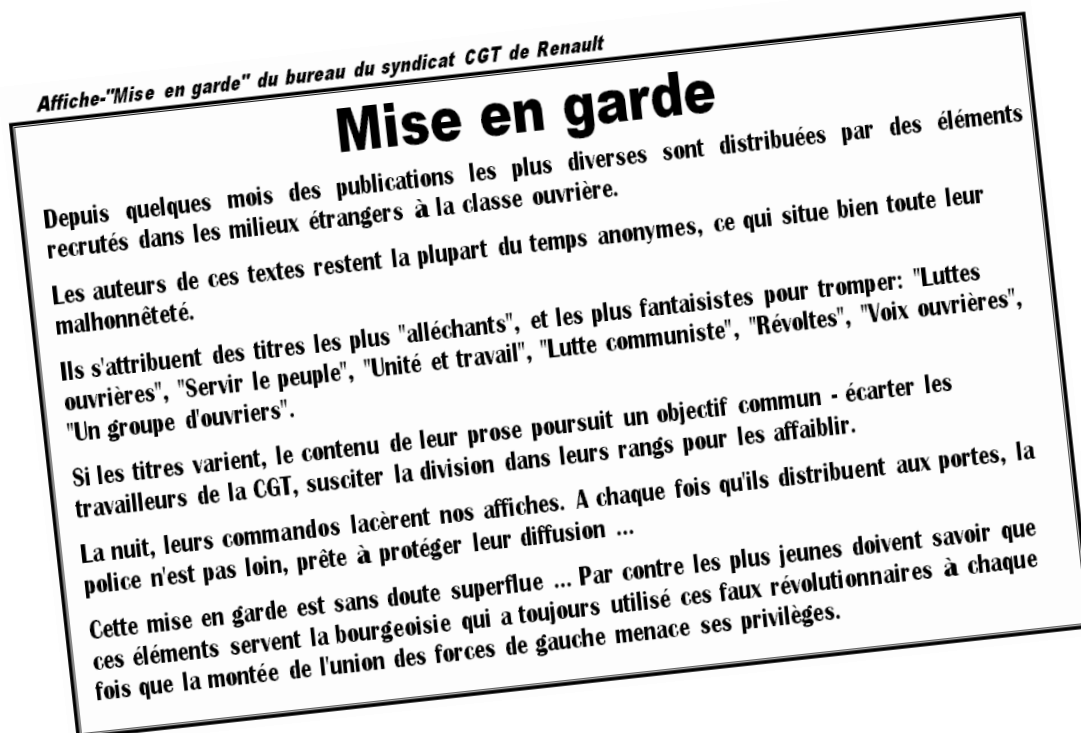
Il y avait eu des engueulades, et les relations devenaient tendues entre les jeunes les plus combatifs et l'appareil militant de la CGT qui s'opposait à toutes les initiatives qui ne venaient pas de lui. Au bout de quelques jours, les jeunes ont eu plutôt tendance à rejoindre les étudiants aux manifestations, et à se bagarrer contre les flics, là où il

y avait quelque chose qui se passait, plutôt que de rester cloîtrés à l'intérieur de la boîte.

Nous, les camarades de Voix ouvrièreⁱⁱ de l'usine, avons distribué un bulletin où nous disions qu'il fallait qu'on s'organise, qu'on prenne nos affaires en main. Je me rappelle que, lorsqu'on l'a diffusé, les « staliniens » (militants du PC) ont essayé de nous piquer nos paquets. Mais à nous, en tout cas, qui étions ouvriers de l'usine, connus depuis des années, il leur était difficile de nous taper dessus. Si on était rentrés

la gueule en sang ça l'aurait foutu mal pour eux. Mais, parmi les copains qui étaient venus nous aider à diffuser, un certain nombre ont été agressés.

Ça a été comme ça une dizaine de jours, et puis il y a eu les accords de Grenelle, négociés dans le week-end des 25 et 26 mai entre gouvernement et syndicats. Le salaire minimum était porté à 519 F, mais encore bien en dessous des 600 F demandés depuis des années par les syndicats. L'augmentation générale des salaires pour le secteur privé était fixée à 7 % plus 3 % promis pour octobre, alors que l'inflation annuelle était de plus de 8 %. On était loin du compte. Quant aux jours de grève 50 % seraient payés à condition que les ouvriers viennent travailler en plus pour les récupérer.



George Seguy sifflé à Billancourt

Et c'est chez nous, à Billancourt, que le lundi matin le secrétaire général de la CGT, Georges Séguy, est venu vanter les mérites de l'accord. Il est monté sur la passerelle et nous a énuméré la liste des revendications satisfaites : un fourre-tout où il n'y avait pas une seule augmentation uniforme annoncée, mais une série de petits trucs, catégorie par catégorie. Personne n'arrivait à s'y retrouver. Jusqu'au moment où il a dit : « *le Conseil National du Patronat Français a accepté de payer 50 % des salaires pendant la durée de la grève avec une modalité de récupération selon les cas...* » Alors là, ça a gueulé. Car tout le monde a bien compris : il fallait revenir bosser et faire plus d'heures pour rattraper la grève. On n'avait pas fait une grève aussi puissante pour ça. Ce jour-là, le hall de l'île Seguin était plein, 5 000 à 10 000, je ne sais pas mais ça débordait sur le pont allant de l'entrée de l'île, à l'extérieur. Et ce n'était pas une petite minorité qui avait hué Séguy, qui avait protesté qu'on se fichait de notre gueule, c'était vraiment une grosse partie de l'assistance.



Alors, devant les huées, Séguy a fait volte-face : il venait juste nous demander notre avis. L'avis il l'avait eu. Toute la presse a relayé sa mésaventure dans l'île Seguin.

Et la grève a continué son cours. Comme ont suivi leur cours les perpétuelles attaques des tracts du PCF ou de la CGT contre les « gauchistes-Marcellin », prétendus supplétifs du ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin.

À Billancourt, la grève a duré jusqu'au lundi 17 juin. Séguy n'est pas revenu, c'est le secrétaire CGT de l'usine qui a appelé à la reprise en présentant une série de petites concessions accordées par la direction de Renault. Avec un chantage de la direction à la clé : ces concessions ne tiennent que si le travail reprend le mardi 18 juin. La CGT a organisé, dans la foulée, un vote à bulletins secrets pour la reprise. Les nouvelles concessions étaient maigrichonnes : outre l'augmentation de 10 % des salaires annoncée (où étaient comptés les 3 % qu'on avait déjà eus en janvier) on avait rajouté la mensualisation des « horaires », c'est-à-dire des ouvriers qui n'avaient pas un salaire mensuel fixe, mais étaient payés au nombre d'heures travaillées. Mais cette mensualisation n'était en réalité que pour les « horaires » de plus de 55 ans seulement, etc.

Elections piège à cons

Mais, dans le pays, c'était la décrue des grèves. En dissolvant le parlement, de Gaulle avait donné un prétexte aux directions syndicales et aux partis de gauche de sonner la fin de la récré. Les carburants étaient revenus. Des boîtes, les unes après les autres, reprenaient, après que les syndicats y avaient négocié localement de petites satisfactions.

À Billancourt, la reprise a été votée par 78 % des présents, contre 22 % pour la continuation. Mais au meeting, prévu en fin d'après-midi pour annoncer les résultats du vote, c'étaient les 22 % de « jusqu'au-boutistes » qui étaient restés à l'usine et firent entendre aux dirigeants syndicaux ce qu'ils pensaient de leur prétendue victoire : « *vendus* », « *CGT démission* »... Il y a eu des cartes syndicales déchirées.

Pendant la grève, avec les sympathisants et des travailleurs qu'on avait gagnés à notre point de vue, on se réunissait dans le parc de Saint-Cloud pour débattre de la situation. Des fois il y avait jusqu'à 40 personnes. C'était pour eux plus intéressant que de rester à ne rien faire avec les staliniens. Et il faisait beau. De ces travailleurs-là il en est resté pour les années suivantes un bon petit noyau autour des camarades de l'usine.



¹ FER, organisation de jeunesse de l'OCI, le groupe trotskyste animé par Pierre Lambert (aujourd'hui devenu POI)

² Le groupe trotskyste Voix ouvrière a été dissout par le gouvernement au lendemain de Mai 68 et s'est réorganisé sous le nom de Lutte ouvrière, dont la Fraction l'Étincelle est issue.